

# L'Italie dans l'Europe

25  
sept.



Le 25 septembre, 46 millions d'Italiens sont appelés aux urnes pour des élections législatives anticipées afin de renouveler leurs deux chambres (Chambre des députés et Sénat). Le scrutin est très suivi à Bruxelles et dans les chancelleries, au vu du rôle central de l'Italie en Europe.

## L'Italie, l'européenne

**Adhésion à la CECA en 1950** (membre fondateur), membre de la zone euro et de Schengen.



L'Italie est le principal **bénéficiaire du plan de relance européen** (*Next Generation EU*) avec 191,5 milliards d'euros.



**13,2% du personnel de la Commission européenne** sont italiens<sup>1</sup>, soit 2<sup>e</sup> nationalité après la Belgique et avant la France.



54% des Italiens ont **confiance dans les institutions européennes** et 72% soutiennent l'euro<sup>2</sup>.



L'Italie n'utilise **pas d'énergie nucléaire depuis 1987**, décision confirmée par un second referendum en 2011. Avec 22,1 GW installés, elle est le deuxième pays d'Europe avec des panneaux solaires installés<sup>3</sup>.



3<sup>e</sup> puissance économique européenne, membre du G7.



L'endettement italien se chiffre à 152,60% de son PIB (chiffre 2022)<sup>4</sup>.



L'Italie est un contributeur net du budget européen.



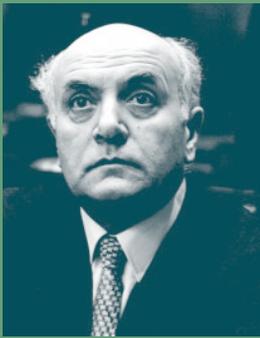
1. Source : Commission européenne, 2022

2. Source : Eurobaromètre, 2022

3. Source : SolarPower Europe, 2022

4. Source : Commission européenne

## Les grands Italiens qui ont fait l'Europe



Altiero Spinelli

Auteur du Manifeste de Ventotene en 1941 pour une Europe unie, père fondateur de l'Europe.

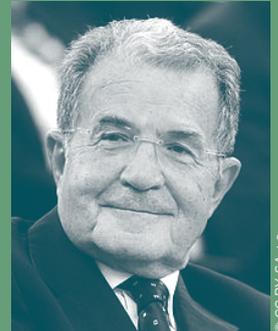
© Wikimedia commons

Président du Conseil italien (1945-1953), prépare l'adhésion de l'Italie à la CECA, père fondateur de l'Europe.



Alcide de Gasperi

© Wikimedia commons



Romano Prodi

© CC BY-SA 4.0

Président de la Commission européenne (1999-2004), adoption et mise en place de l'euro.



Federica Mogherini

© CC BY 3.0

Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (2014-2019), accord sur le nucléaire iranien de 2015.

Président de la Banque centrale européenne (2011-2019), discours de 2012 « quoi qu'il en coûte » pour sauver l'euro.



Mario Draghi

© https://www.quirinale.it/elementi/52056

## Le système politique italien



Le gouvernement italien est formé par une coalition disposant d'une majorité parmi les partis élus dans les deux chambres.

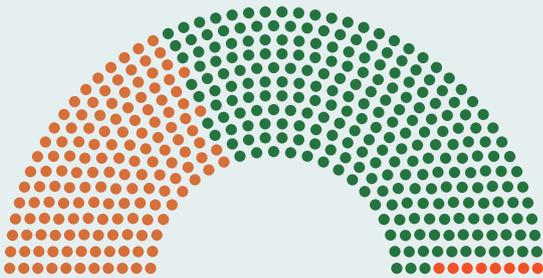
L'Italie est une république parlementaire, dont le gouvernement est responsable devant le Parlement bicaméral (Chambre des députés et Sénat).

La législature dure 5 ans. Le seuil minimal pour qu'un parti ait des députés au Parlement est fixé à 3 % des suffrages exprimés.

Avec le système électoral *Rosatellum*, les élections se déroulent en un seul tour de scrutin et utilisent un système mixte : élections majoritaires et proportionnelles.

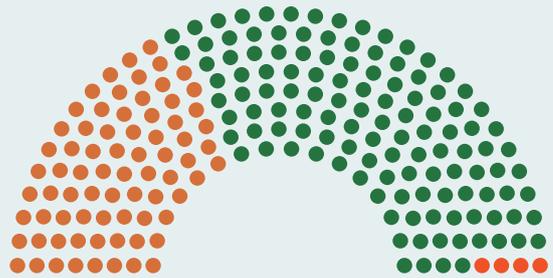


Pour la **Chambre des députés** (*Camera dei Deputati*), qui compte **400 membres élus** :



- 245 (soit 61 %) députés sont désignés au scrutin uninominal.
- 147 (37 %) sont choisis au scrutin proportionnel.
- 8 (2 %) sont élus par les Italiens de l'étranger.

Le schéma est quasi le même au **Sénat** (*Senato della Repubblica*), qui compte **200 membres élus** :



- 122 sénateurs sont choisis au scrutin uninominal.
- 74 sont désignés au niveau régional au scrutin proportionnel.
- 4 sont élus par les Italiens de l'étranger.



C'est le Président de la République italienne qui demande au parti vainqueur de former un gouvernement. Lors de la législature, si un parti décide de quitter la coalition, le gouvernement peut perdre sa majorité, source d'une instabilité politique chronique. Cela fragilise la fiabilité de l'Italie comme partenaire européen, tant sur les marchés que dans la mise en œuvre des politiques publiques.